sur l'importance et l'urgence de la question et aussi de circonscrire ceux de ses aspects qui ne peuvent être résolus que par voie de coopération et d'entente sur le plan international ou peuvent l'être au mieux par cette voie,

1. *Décide*, pour aider à atteindre les objectifs énoncés ci-dessus, de réunir en 1972 une Conférence des Nations Unies sur le milieu humain;

2. *Prie* le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-quatrième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, à sa quarante-septième session, un rapport concernant:

a) La nature, la portée et l'état d'avancement des travaux en cours dans le domaine du milieu humain;

b) Les principaux problèmes qui se posent aux pays développés et aux pays en voie de développement dans ce domaine et qu'il y aurait un intérêt particulier à examiner lors de cette conférence, notamment les possibilités d'une plus grande coopération internationale, spécialement en ce qui concerne le développement économique et social et plus particulièrement celui des pays en voie de développement;

c) Les méthodes à suivre éventuellement pour préparer la Conférence et le temps que demanderaient ces préparatifs;

d) La date et le lieu éventuels de la Conférence;

e) L'ordre de grandeur des incidences financières que la convocation de la Conférence aurait pour l'Organisation des Nations Unies;

3. *Prie en outre* le Secrétaire général, lors de l'élaboration du rapport, de consulter les gouvernements des États Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que les organismes compétents des Nations Unies, et de faire appel aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes pour qu'elles contribuent à ce travail.

1733^e séance plénière,
3 décembre 1968.

2403 (XXIII). Question de Namibie

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 1514 (XV) du 14 décembre 1960 et 2145 (XXI) du 27 octobre 1966, ainsi que ses résolutions ultérieures relatives à cette question,

Rappelant en outre la résolution 246 (1968) du Conseil de sécurité, en date du 14 mars 1968, et en particulier le dernier considérant de cette résolution, dans lequel le Conseil s'est déclaré conscient de sa responsabilité spéciale à l'égard du peuple et du Territoire de Namibie,

Prenant acte avec satisfaction du rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie¹,

1. *Réaffirme* le droit inaliénable du peuple namibien à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et la légitimité de sa lutte contre l'occupation étrangère de son pays;

2. *Condamne à nouveau* le Gouvernement sud-africain pour son mépris persistant de l'autorité et des

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, point 64 de l'ordre du jour, document A/7338 et Corr.1.

résolutions de l'Organisation des Nations Unies, pour son refus de se retirer de Namibie et pour sa politique et ses actes visant à détruire l'unité nationale et l'intégrité territoriale de la Namibie;

3. *Décide* d'appeler l'attention du Conseil de sécurité sur la grave situation qui s'est créée du fait de la présence et des actes illégaux du Gouvernement sud-africain en Namibie;

4. *Recommande* au Conseil de sécurité de prendre d'urgence toutes mesures effectives, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies, pour assurer le retrait immédiat des autorités sud-africaines de Namibie, afin de permettre à la Namibie d'accéder à l'indépendance conformément aux dispositions des résolutions 1514 (XV) et 2145 (XXI) de l'Assemblée générale;

5. *Recommande* aux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, agissant conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, d'examiner les recommandations contenues dans le rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie;

6. *Prie* le Conseil des Nations Unies pour la Namibie de continuer à s'acquitter, par tous les moyens disponibles, des responsabilités et des fonctions qui lui ont été confiées;

7. *Prie* le Secrétaire général de continuer à fournir au Conseil des Nations Unies pour la Namibie l'assistance et les facilités nécessaires pour lui permettre de s'acquitter de ses tâches et de ses fonctions.

1742^e séance plénière,
16 décembre 1968.

2404 (XXIII). Pétitions relatives à la Namibie

L'Assemblée générale,

Tenant compte des responsabilités spéciales de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de la Namibie, et en particulier de celles qui sont énoncées dans les résolutions 2145 (XXI), 2248 (S-V) et 2325 (XXII) de l'Assemblée générale, en date des 27 octobre 1966, 19 mai 1967 et 16 décembre 1967,

Notant que le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a reçu et examiné, en 1967 et en 1968, soixante-dix-huit pétitions relatives à la Namibie, conformément au paragraphe 3 de la résolution 1805 (XVII) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1962, et dans le contexte de l'application de la Déclaration,

Notant en outre que ces pétitions ont trait notamment à la situation générale et aux faits nouveaux concernant la Namibie, au refus persistant de l'Afrique du Sud de se conformer aux résolutions 2145 (XXI) et 2248 (S-V) de l'Assemblée générale, en particulier pour ce qui est du transfert au Conseil des Nations Unies pour la Namibie de l'administration du Territoire, à l'arrestation, la détention et la mise en jugement illégales de trente-sept Namibiens et à la condamnation de trente et un d'entre eux par l'Afrique du Sud, à l'application au Territoire de la loi sur la répression du communisme (*Suppression of Communism Act*), à l'arrestation de dirigeants politiques et aux restrictions imposées aux activités politiques dans le Territoire, à l'évacuation de l'ancien quartier africain de Windhoek, aux plans visant à créer un "foyer national autonome" dans l'Ovamboland et à l'expulsion d'Africains de leurs terres

ancestrales comme suite aux recommandations de la Commission Odendaal⁸,

1. *Note* que le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a tenu compte de ces pétitions lorsqu'il a examiné la situation en Namibie dans le contexte de l'application de la Déclaration;

2. *Note en outre* que les pétitions qui ont soulevé des questions relevant de la compétence du Conseil des Nations Unies pour la Namibie ont été portées à l'attention du Conseil par le Secrétariat et que le Conseil les a prises en considération dans l'exécution des fonctions qui lui ont été confiées par l'Assemblée générale dans ses résolutions 2248 (S-V) et 2325 (XXII);

3. *Appelle l'attention* des pétitionnaires intéressés sur le rapport concernant le Territoire présenté par le Comité spécial⁹, sur les résolutions relatives à la question de la Namibie que l'Assemblée générale a adoptées lors de ses vingt-deuxième et vingt-troisième sessions ainsi que sur les rapports du Secrétaire général concernant le Territoire et sur les rapports du Conseil des Nations Unies pour la Namibie.

1742^e séance plénière,
16 décembre 1968.

2405 (XXIII). Rapport du Conseil de sécurité

L'Assemblée générale

Prend acte du rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale pour la période du 16 juillet 1967 au 15 juillet 1968¹⁰.

1743^e séance plénière,
16 décembre 1968.

2406 (XXIII). Quatrième Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques

L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution 2309 (XXII) du 13 décembre 1967 concernant la réunion de la quatrième Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général¹¹ où figurent des propositions concernant le sujet, la date, le lieu de réunion, la portée et le programme de la Conférence,

1. *Fait siennes* les propositions contenues dans le rapport du Secrétaire général;

2. *Prie* le Secrétaire général, agissant avec l'assistance du Comité consultatif scientifique des Nations Unies, en collaboration étroite avec l'Agence internationale de l'énergie atomique et en consultation avec les institutions spécialisées intéressées:

a) D'entreprendre les préparatifs de la quatrième Conférence internationale sur les utilisations de l'énergie atomique à des fins pacifiques, qui se réunira à Genève, en 1971, pendant huit ou neuf jours ouvrables et à des dates appropriées;

⁸ "Commission d'enquête pour le Sud-Ouest africain" constituée en 1962 sous la présidence de M. F. H. Odendaal par le Gouvernement sud-africain.

⁹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Annexes, additif au point 23 de l'ordre du jour (A/7200/Rev.1), chap. VII.

¹⁰ Ibid., vingt-troisième session, Supplément n° 2 (A/7202).

¹¹ Ibid., vingt-troisième session, Annexes, point 21 de l'ordre du jour, document A/7186.

b) De prévoir une conférence qui puisse atteindre pleinement les objectifs fixés dans la résolution 2309 (XXII) de l'Assemblée générale, mais dont l'ampleur et le coût soient moindres que dans le cas de la conférence de 1964, et qui entraîne un minimum de dépenses pour l'Organisation des Nations Unies;

3. *Prie* le Secrétaire général de rendre compte à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-quatrième session, des préparatifs entrepris en vue de la Conférence, ainsi que des prévisions de dépenses, de façon que l'on puisse envisager l'inscription des crédits nécessaires à la Conférence dans le budget de l'Organisation des Nations Unies.

1743^e séance plénière,
16 décembre 1968.

2457 (XXIII). Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique

L'Assemblée générale,

Notant que de grand progrès dans l'application de l'énergie atomique à des fins pacifiques ont été réalisés depuis quelques années dans de nombreux pays,

Rappelant que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires¹² dispose que l'accès aux avantages pouvant découler de toute application pacifique des explosions nucléaires doit s'effectuer sous une surveillance internationale appropriée et par la voie de procédures internationales appropriées,

Reconnaissant que l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui compte déjà plus de quatre-vingt-dix membres non dotés d'armes nucléaires, a été créée pour hâter et accroître la contribution de l'énergie atomique à la paix, à la santé et à la prospérité dans le monde entier,

Reconnaissant également qu'au cours des dix dernières années l'Agence a acquis une expérience et une compétence qui contribuent à la réalisation de ces objectifs,

Désireuse de permettre à l'Agence de fonctionner sans heurt et d'être à même de s'acquitter des nouvelles responsabilités qu'elle assumera lorsque le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires entrera finalement en vigueur,

1. *Prend acte* du rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique à l'Assemblée générale pour l'année 1967-1968¹³;

2. *Prend acte également* de deux résolutions adoptées par la Conférence générale de l'Agence au cours de sa douzième session ordinaire:

a) La résolution GC (XII)/RES/241, en date du 30 septembre 1968, par laquelle la Conférence générale a prié le Conseil des Gouverneurs de revoir l'article VI du Statut de l'Agence et de lui présenter, lors de sa treizième session ordinaire, un rapport contenant une étude des moyens de donner au Conseil une composition tenant dûment compte:

i) Des progrès et réalisations à l'actif de nombreux Etats membres de l'Agence, notamment de pays en voie de développement, dans le domaine des applications pacifiques de l'énergie nucléaire;

¹² Résolution 2373 (XXII) de l'Assemblée générale, annexe.

¹³ Agence internationale de l'énergie atomique, Rapport annuel du Conseil des Gouverneurs à la Conférence générale, 1^{er} juillet 1967-30 juin 1968, Vienne, juillet 1968, et rapport supplémentaire; communiqués par le Secrétaire général aux membres de l'Assemblée générale sous les cotes A/7175 et Add.1.